

le soir du drame a rassemblé plus de 700 personnes ainsi que tous les messages de soutien venant de la France entière. Nous tenons à saluer au passage l'attitude exemplaire de notre administration pour le soutien envers les collègues les plus exposés.

En effet, la dégradation des conditions de travail et les nouvelles méthodes de management épuisent les enseignant-es. Nous n'avons plus le temps de nous rencontrer, de nous concerter, nous sommes de plus en plus isolé-es dans nos classes, isolé-es face aux élèves en difficulté sans les RASED pour nous épauler, dispersé-es dans les APC. La mise en place des rythmes fait peser la menace d'ingérence des municipalités dans les choix et l'organisation des écoles. Là encore, les enseignants perdent un peu de leur autonomie professionnelle.

Dans le même temps les effectifs augmentent, les remplacements ne se font plus, la formation continue qui permettait de prendre du recul disparaît.

Isolement, culpabilisation, mise en demeure d'obtenir des résultats alors que les moyens n'en sont pas donnés, la coupe est pleine.

Quant au regard des parents, s'il reste encore majoritairement bienveillant, il ne cesse de se dégrader, à l'image de la dégradation sociale dont ils sont victimes.

Enseigner est un métier « à risque ». C'est ce que révèle l'INSEE, dans une étude qui concerne les professions les plus sensibles. 12 % des personnes travaillant pour l'Education déclarent avoir été victime de menaces, d'insultes ou d'agressions physiques.

Ce chiffre est deux fois supérieur à l'ensemble des autres professions concernées par l'étude statistique.

Trop souvent les réponses de l'administration ne sont pas à la hauteur des traumatismes vécus ; minimisant les faits, faisant la sourde oreille, mettant même parfois les enseignants en position de coupable plutôt que de victime. Nous demandons la mise en place d'un protocole sur lequel puisse s'appuyer les enseignant-es, impliquant la hiérarchie dans un soutien précis et franc.

Le SNUipp-FSU rappellera sans cesse le rôle et la place que les enseignant-es tiennent dans la société, pour nous redonner la maîtrise de notre profession. Nous exigerons du gouvernement qu'il assume sa responsabilité politique en nous fournissant les moyens d'exercer notre métier.

Nous vous demandons donc, Madame La Directrice Académique, de proposer à l'assemblée d'observer une minute de silence en sa mémoire.



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Education, Recherche, Culture, Formation, Insertion

Section départementale du Tarn

MOTION présentée lors du CTSD du 4 septembre 2014

Rentrée 2014 : 150 élèves de plus, 3 postes créés, 5 classes de moins

Nous tenons d'abord à remercier les personnels de la Direction Académique pour la qualité des documents fournis pour préparer ce CTSD.

En 6 ans le département du Tarn a perdu 67 postes d'enseignant-es dans le premier degré mais a gagné 450 élèves à scolariser, essentiellement depuis les 2 dernières années.

En avril 2014 vous prévoyiez 69 élèves de plus pour la rentrée de septembre. Depuis les prévisions se sont affinées et 80 élèves se sont ajoutés. Avec 150 élèves de plus et 5 classes de moins, malgré les 3 postes attribués au département du Tarn pour la rentrée 2014, avec l'utilisation de 7 postes dans les dispositifs plus de maîtres que de classes et scolarisation des 2 ans, les conditions de scolarisation de nos élèves et les conditions de travail pour nos collègues vont encore se dégrader : des classes surchargées, des enseignant-es non remplacé-es, des RASED disparus, la formation continue anémiée, le taux de scolarisation des enfants de 2 ans au plus bas.

Aujourd'hui 2 écoles et 1 RPI en RRS ou Eclair (Carmaux Jean Moulin maternelle, Graulhet en Gach et le RPI Briatexte / St Gauzens, soient 25 classes et 661 élèves) sont à plus de 25 de moyenne en élémentaire et de 27 en maternelle. 4 écoles élémentaires (Frejairolles, Saix, Montans, Albi Mazicou, Cagnac les mines et Castres Albinque, soient 44 classes et 1258 élèves) sont à 28 et plus de moyenne. 3 écoles maternelles (Giroussens, Coufouleux, Arthès, dépassent les 25 de moyenne soient 10 classes et 314 élèves) dépassent les 31 de moyenne. 2 écoles élémentaires en zone montagne (Montredon Labessonié et Sorèze soient 13 classes et 345 élèves) ... Ce sont donc 14 écoles, 92 classes et 2578 élèves dont 661 en RRS ou ECLAIR qui sont aujourd'hui scolarisés dans des écoles où les capacités d'accueil sont dépassées.

Pour rester dans le cadre des capacités d'accueil que vous avez vous-même définies, il faut donc ouvrir 14 classes dès aujourd'hui.

Les conditions de travail des élèves et des enseignants ne cessent de se dégrader. De plus, avec des effectifs aussi indécentes en maternelle, c'est la scolarisa-

tion des enfants de 3 ans que vous avez remis en cause. En effet, dans l'arrêté du 14 avril 2014, que vous avez produit après le CTSD et le CDEN traitant de la carte scolaire 2014 et que nous avons découvert sur le site de la DSDEN, vous stipulez clairement que, pour cette rentrée, ne sont comptés que les enfants ayant eu 3 ans au 31 décembre 2013. Cela exclut de fait tous les enfants qui ont eu 3 ans depuis le 1er janvier 2014.

La FSU est engagée dans la construction d'un autre avenir pour tous les jeunes et refuse la régression programmée par les gouvernements successifs depuis des années.

Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :

- ☞ **99 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves** par classe et 23 en RRS, RAR et ECLAIR
- ☞ **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire
- ☞ **32 postes de remplaçant-es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignant-es total du département (retrouver l'existant d'il y a 20 ans)
- ☞ **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans**
- ☞ **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1)
- ☞ **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres de classe** » **version SNUipp-FSU**, qui n'a rien à voir avec le saupoudrage mis en place, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes. La perspective étant 3 maîtres pour 2 classes, 27 heures d'enseignement hebdomadaire pour les élèves, 18 heures d'enseignement pour les PE (2 X 27h = 54h = 3 x 18h). Mais cela nécessiterait une vraie priorité pour l'école, non plus pour les sacro-saints « marchés financiers » qui ne sont en fait que des spéculateurs

Pour une vraie refondation de l'Ecole,

le SNUipp-FSU Tarn demande la création de 344 postes

Ce gouvernement qui a su trouver, au nom de la compétitivité, 20 milliards d'euros, pour les entreprises, sans contrepartie comme le montrent les plans

sociaux qui se succèdent, n'a pas voulu réellement investir dans l'éducation mais s'en tenir au traité de Lisbonne qui met en place l'Europe de la connaissance pour quelques un-es et le socle commun à minima, pour tout-es les autres.

Cette rentrée scolaire va voir la mise en place de la réforme des rythmes scolaires dans toutes les écoles du département.

- ☞ Cette réforme, quelle que soit son application (1/2 journée en moins ou 3/4 d'heure de moins par jour) n'améliore absolument pas le rythme de vie des enfants.
- ☞ La mise en place de la réforme se traduit par des dizaines d'horaires différents selon les écoles, c'est le début de la territorialisation de l'école
- ☞ Les garderies se multiplient, même dans les villes comme Castres, pour faire face à des choix financiers qui sont certes de la responsabilité des élu-es mais dont nos élèves feront les frais.
- ☞ Les NAP sont payants, accentuant ainsi les inégalités territoriales.
- ☞ Les conditions de travail des employé-es municipaux et des enseignant-es se dégradent, le temps dévolu à l'entretien des classes diminue. Cela impacte le fonctionnement des classes : peut-on faire arts plastiques en maternelle l'après-midi si l'Atsem doit prendre en charge les enfants en NAP dès la fin des cours et n'a plus de temps pour nettoyer la classe ?
- ☞ L'égalité de traitement des élèves disparaît selon l'endroit où ils habitent : On voit déjà des communes rurales qui prévoient 5 heures de classe et 5 heures de garderie, transport et cantine : nous sommes loin d'un éveil culturel, sportif, ou artistique tant vanté par le Ministère de l'Education Nationale.

La lutte contre les inégalités scolaires est vraiment mal engagée. Même si la tiède restauration de la formation initiale apporte un mince espoir, l'école du tri et de la reproduction sociale mise en lumière par les enquêtes internationales a encore de beaux jours devant elle.

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir changent mais le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.

De plus, comment en cette rentrée 2014 ne pas évoquer le meurtre de notre collègue qui a tant ébranlé notre profession.

Ce crime, bien qu'il ne soit dû qu'à la folie d'une femme malade, a exacerbé toutes les angoisses, les souffrances au travail que les collègues accumulent depuis trop longtemps : le malaise est profond. En témoigne l'élan de solidarité qui dès